

COMMUNE DE GIVORS

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 NOVEMBRE 2023

Convocation : 24/11/2023

Affichage liste délibérations : 01/12/2023

Conseillers en exercice : 35 PRÉSIDENT : Monsieur BOUDJELLABA

Présents : 30 SECRÉTAIRE : Monsieur JOUVE

L'an deux mille vingt trois, le trente novembre à 19 heures, en salle du conseil municipal.

ÉTAIENT PRÉSENTS

Monsieur Mohamed BOUDJELLABA ; Monsieur Foued RAHMOUNI ; Madame Dalila ALLALI ; Monsieur Cyril MATHEY ; Madame Nabiha LAOUADI ; Monsieur Loïc MEZIK ; Madame Françoise BATUT ; Monsieur Azdine MERMOURI ; Madame Sabine RUTON ; Madame Martine SYLVESTRE ; Monsieur Alipio VITORIO ; Monsieur Benjamin ALLIGANT ; Monsieur Gregory D'ANGELO ; Madame Solange FORNENGO ; Madame Delphine PAILLOT ; Monsieur Fabrice RIVA ; Monsieur Jean-Yves CABALLERO ; Madame Isabelle FERNANDES ; Monsieur Robert JOUVE ; Madame Zafer DEMIRAL ; Monsieur Jean-Pierre GUENON ; Monsieur Gaël BON ; Madame Florence MERIDJI ; Monsieur Thomas KUNESCH ; Madame Josiane BONNET ; Madame Nathalie BODARD ; Monsieur Hocine HAOUES ; Madame Sonia BRAHMI ; Monsieur Abdel YOUSFI ; Madame Dounia MEFTAH

ABSENTS REPRÉSENTÉS

Madame Laurence FRETU a donné procuration à Monsieur Cyril MATHEY

Monsieur Tarik KHEDDACHE a donné procuration à Monsieur Gregory D'ANGELO

Monsieur Ali SEMARI a donné procuration à Madame Sonia BRAHMI

Madame Yamina KAHOUL a donné procuration à Monsieur Abdel YOUSFI

ABSENT

Madame Edwige MOIOLI

DEL20231130_17

**DISPOSITIF MÉTROPOLITAIN DE SOUTIEN FINANCIER DÉDIÉ À L'INGÉNIERIE DES
CONVENTIONS LOCALES D'APPLICATION DU CONTRAT DE VILLE (CLA)**

RAPPORTEUR : Foued RAHMOUNI

Contexte

Animé conjointement par la Métropole, l'État et les villes concernées, le Contrat de Ville Métropolitain est décliné localement à travers des Conventions Locales d'Application (CLA), élaborées et mises en œuvre à l'échelle des communes. Les CLA, au même titre que le contrat de ville, doivent faire l'objet d'une réécriture pour l'année 2024. Le renouvellement des projets de territoire, attendu pour le début d'année 2024, dans des délais contraints, génère des besoins d'ingénierie supplémentaire pour les équipes projet, en termes d'évaluation et de concertation habitante pour définir les prochaines priorités et les engagements des partenaires.

À ce titre, la Métropole de Lyon participe aux moyens supplémentaires nécessaires à leur évaluation et leur renouvellement au cours de l'année 2023. La Commission permanente de la Métropole de Lyon du 16 octobre 2023 a approuvé les principes et modalités de versement de cette participation aux communes concernées dont la commune de Givors fait partie.

Modalités de participation financière de la Métropole

Les modalités de participation de la Métropole sont précisées dans le cadre de la délibération n° CP-2023-2702 du 16 octobre 2023 relative à la participation exceptionnelle aux frais d'ingénierie complémentaires déployés pour l'évaluation et le renouvellement des CLA du contrat de ville métropolitain.

Aussi sont éligibles les dépenses suivantes, réalisées à compter du 1^{er} janvier 2022 :

- Dépenses liées à des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO),
- Dépenses liées à des ressources humaines déployées en complément de celles de l'équipe projet politique de la ville,
- Dépenses liées à l'organisation de temps de concertation.

La participation métropolitaine ne peut excéder 80 % de la dépense réalisée et respecte la limite des montants plafonds suivants :

- Jusqu'à 20 000 € pour les communes dont la population en Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV) dépasse 6 000 habitants,
- Jusqu'à 10 000 € pour les communes comprenant au moins un QPV,
- Jusqu'à 5 000 € pour les communes ne comprenant que des Quartiers de Veille Active (QVA).

La commune de Givors compte plus de 6 000 habitants dans ses différents QPV et peut prétendre à une participation d'un montant maximal de 20 000 €, dans la limite de 80 % des dépenses réalisées.

Le montant global prévisionnel des frais d'ingénierie complémentaires déployés par la commune de Givors pour l'évaluation et le renouvellement de la Convention Locale d'Application est estimé à 25 000 €. Il correspond à un renfort en interne (Ressources Humaines) qui s'est traduit par le recrutement d'une chargée de mission évaluation du contrat de ville de janvier à septembre 2023 et par la mobilisation d'autres agents de la collectivité pour la réalisation de l'évaluation de la CLA de Givors.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS AVEC :

32 VOIX POUR

2 NE PRENNENT PAS PART AU VOTE Monsieur RIVA ; Madame BODARD

DÉCIDE

- D'APPROUVER la convention financière ci-jointe à conclure a
- D'AUTORISER monsieur le maire de Givors ou son représentant à signer ladite convention et tout autre document relatif à ce sujet ;
- D'AUTORISER monsieur le maire à solliciter auprès de la Métropole de Lyon sa participation financière pour les frais engagés pour ce sujet et sous maîtrise d'ouvrage de la commune de Givors ;
- DE DIRE que les crédits seront inscrits au budget principal 2023 de la commune.

Le maire,

Mohamed BOUDJELLABA

Le secrétaire de séance,

Robert JOUVE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant monsieur le maire de Givors dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.



GIVORS

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
RELATIVE AUX FRAIS D'INGENIERIE**

**Dispositif de soutien exceptionnel pour la refonte des Conventions locales d'application (CLA) du
Contrat de Ville Métropolitain (CVM)**

ANNEE 2023

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21 février 2022,
Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu le contrat de ville métropolitain signé le 2 juillet 2015,
Vu la délibération du Conseil de Métropole n°2019-3807 du 30 septembre 2019 prorogeant le contrat de ville métropolitain pour les années 2021-2022,
Vu la délibération du Conseil de Métropole n°2022-1174 du 27 juin 2022 relative à la refondation du financement des équipes projet politique de la ville dans le cadre du Contrat de ville métropolitain 2015-2022,
Vu la délibération de la Commission permanente n° 2023-XXX en date du 16 octobre 2023 relative à la participation exceptionnelle aux frais d'ingénierie complémentaires déployés pour l'évaluation et le renouvellement des conventions locales d'application du contrat de ville métropolitain,

Entre

La Métropole de Lyon, collectivité à statut particulier, dont le siège est situé 20 rue du Lac - CS 33569, 69505 Lyon Cedex 03,

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Bruno BERNARD agissant en cette qualité et en vertu de la délibération du Conseil de Métropole n° 2020-0001 en date du 2 juillet 2020,

Ayant délégué à cet effet Monsieur Renaud PAYRE, Vice-président en charge de la politique de la ville en vertu de l'arrêté de délégation de signature n° 2022-06-14-R-0482 du 14 juin 2022,

Ci-après dénommée « la Métropole »

D'une part,

Et

La Commune de Givors, sise place Camille Vallin - 69700 Givors Cedex, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Mohamed BOUDJELLABA, habilitée par délibération du conseil municipal en date du,

Ci-après dénommée « ~~La loi de programmation de l'acte est celle de réception par la préfecture~~ »

Ci-après désignées ensemble les « Parties » et individuellement la « Partie »

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE :

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 est venue renouveler le cadre d'intervention de la politique de la ville en redéfinissant la géographie prioritaire et les outils d'intervention, notamment via l'élaboration du contrat de ville métropolitain signé le 2 juillet 2015 par l'ensemble des partenaires (Métropole de Lyon, État, Région, communes, CAF, Sytral et bailleurs sociaux, ...). Il est élaboré pour la période 2015-2020, et prorogé jusqu'au 31 décembre 2023.

Animé conjointement par la Métropole, l'Etat et les villes concernées, le Contrat de Ville Métropolitain est décliné localement à travers des conventions locales d'application (CLA), élaborées et mises en œuvre à l'échelle des communes. Les CLA, au même titre que le contrat de ville, doivent faire l'objet d'une réécriture pour l'année 2024. Le renouvellement des projets de territoire, attendu pour le début d'année 2024, dans des délais contraints, va générer des besoins d'ingénierie supplémentaire pour les équipes projet, en termes d'évaluation et de concertation habitante pour définir les prochaines priorités et les engagements des partenaires.

À ce titre, la Métropole de Lyon participe aux moyens supplémentaires nécessaires à leur évaluation et renouvellement au cours de l'année 2023.

Concernant les moyens engagés par la ville de Givors pour élaborer une nouvelle CLA/un nouveau projet de territoire sur les années 2022 et 2023, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer la participation financière pour l'année 2023, de la Métropole de Lyon, destinée au financement des moyens complémentaires, nécessaires à l'évaluation et au renouvellement des CLA/projets de territoires pour la ville de Givors.

L'intervention de la Métropole en matière de financement des équipes projet a été récemment refondée par voie de délibération lors du Conseil métropolitain du 27 juin 2022 (n°2022-1174), dans le but d'harmoniser les principes de financement entre les communes, tout en réaffirmant le sens du co-mandatement par la Métropole des équipes cofinancées.

Pour 2022, le cofinancement des équipes projet politique de la ville, entre la Métropole (19 postes de directrices et directeurs de projet et adjoints), les communes (74 agents) et le cas échéant, l'État (ANRU et ANCT), se répartit de la manière suivante :

Coût total estimé 2022 (en €)	Taux Métropole (en %)	Métropole (en €)	Communes (en €)	État/ANRU (en €)
4 288 959	38,34	1 644 439	1 822 527	821 993

Le financement des équipes projet politique de la ville, versé sur l'année 2023, prend en compte les postes de directrice et directeur de projet, leurs adjoints, des postes de secrétariat, d'agents de développement et de chargés de mission dédiés aux thématiques suivantes : cadre de vie, développement social, gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP), développement économique, insertion, communication, etc.

L'élaboration d'un nouveau projet de territoire en déclinaison du contrat de ville métropolitain constitue une mission supplémentaire ponctuelle et urgente pour les équipes, qui vont devoir trouver des moyens

complémentaires pour la politique de la ville est celle décrite par la délibération de la politique de la ville sur l'agglomération.

ARTICLE 2 – COUT ET MONTAGE FINANCIER DU DISPOSITIF

Les modalités de participation de la Métropole sont précisées dans le cadre de la délibération n°2023-XXX du 16 octobre 2023 relative à la participation exceptionnelle aux frais d'ingénierie complémentaires déployés pour l'évaluation et le renouvellement des conventions locales d'application du contrat de ville métropolitain.

Aussi sont éligibles les dépenses suivantes, réalisées à compter du 1^{er} janvier 2022 :

- Dépenses liées à des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO),
- Dépenses liées à des ressources humaines déployées en complément de celles de l'équipe projet politique de la ville,
- Dépenses liées à l'organisation de temps de concertation.

La participation métropolitaine ne peut excéder 80% de la dépense réalisée, et respecte la limite des montants plafonds suivants :

- Jusqu'à 20 000 € pour les communes dont la population en QPV dépasse 6 000 habitants,
- Jusqu'à 10 000 € pour les communes comprenant au moins un QPV,
- Jusqu'à 5 000 € pour les communes ne comprenant que des QVA.

S'agissant de dépenses de fonctionnement, les montants pris en compte sont présentés TTC.

La ville de Givors compte plus de 6 000 habitants dans ses différents QPV, et peut prétendre à une participation d'un montant maximal de 20 000€, dans la limite de 80% des dépenses réalisées.

Le montant global prévisionnel des frais d'ingénierie complémentaires déployés par la commune de Givors pour l'évaluation et le renouvellement de la convention locale d'application est fixé à 25 000 € dont le plan de financement est le suivant :

CLA concernée	Type de moyens alloués	Coût estimatif En €	Cofinancement Ville En €	Cofinancement Métropole En €
Givors	Renfort en interne (RH)	25 000 €	5 000 €	20 000 €

Le montant de cette participation est un montant plafond. Les coûts annoncés ci-dessus sont estimatifs ; au cas où le coût réel des frais d'ingénierie engagés serait inférieur au montant prévisionnel ci-dessus indiqué, la participation financière sera calculée au prorata de la dépense réelle.

METROPOLE : Référence à rappeler pour la dématérialisation :

VILLE : Vos références à rappeler pour la dématérialisation :

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT ET DE CONTRÔLE

- **Participation de la Métropole de Lyon au financement des frais d'ingénierie engagés par les communes pour la réécriture de leur CLA**

La somme due par la Métropole de Lyon au profit de la ville de Givors, maître d'ouvrage, est de **20 000 €** maximum, dans la limite de 80% des dépenses TTC réalisées.

La participation sera mandatée en un seul versement sur présentation par la commune d'une demande de paiement accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses réalisées visé par le Trésorier public ou par

l'ordonnateur (le Maire) a la date de publication de l'acte et de la date de réception par la préfecture intervenir avant le 15 décembre 2023.

Les versements seront effectués par virement administratif sur le compte du bénéficiaire, joint en annexe 1.

MODALITES DE TRANSMISSION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT

La demande de paiement devra être transmise par mail à l'adresse compta-urba@grandlyon.com, ou par voie postale à :

Métropole de Lyon
DUM/Direction Ressources
Unité Finances DPST- PU – DIRMOB (Exécution comptable)
20, rue du Lac - CS 33569
69505 Lyon cedex 03

ARTICLE 4 – RELATIONS ENTRE LA METROPOLE DE LYON ET LE BENEFICIAIRE

4.1 - Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de notification par la Métropole de Lyon au bénéficiaire d'un exemplaire signé des deux parties.

Elle prendra fin le 31 décembre 2023.

4.2 - Règles de caducité de la convention

La participation deviendra caduque si le bénéficiaire n'adresse pas à la Métropole de Lyon l'ensemble des justificatifs permettant le mandatement du solde de l'opération avant le 15 décembre 2023.

4.3 - Résiliation de la convention

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention, ou en cas de faute caractérisée du bénéficiaire, celle-ci sera résiliée de plein droit par la Métropole de Lyon à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Une telle résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité et pourra faire l'objet d'un ordre de reversement de la part de la Métropole de Lyon.

4.4 - Modification de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

4.5 - Règlement des litiges

À défaut d'accord amiable en cas de litiges, les parties conviennent que toutes contestations relatives à la présente convention seront du ressort du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 5 – NOTIFICATION DES CONTACTS

Toute notification faite par l'une des parties à l'autre pour les besoins de la présente convention de financement sera adressée par écrit et envoyée par courrier, ou courrier électronique à :

	La date de publication de l'acte est celle de réception par la préfecture	Administratif et comptable
	Technique	Administratif et comptable
Pour la Métropole de Lyon	<p>Chloé JACQUET Chargée de mission politique de la ville Tél : 04 26 83 92 05 cjacquet@grandlyon.com</p> <p>Cécile FUCHY Directrice de projet Politique de la ville – Renouvellement urbain Tél : 06 16 13 48 10 cfuchy@grandlyon.com</p>	<p>Administratif : Martine SELVA Tél : 04 78 63 49 95 conventions-DUM@grandlyon.com</p> <p>Comptable : Michèle DURIEU Tel : 04 26 99 37 48 compta-urba@grandlyon.com</p>
Pour la Commune	<p>Sophie Gemmiti Directrice des Finances Mairie de Givors Tel : 04 72 49 18 18 sophie.gemmiti@ville-givors.fr</p>	

En cas de changement d'interlocuteurs, chaque partie s'engage à en informer l'autre.

Fait en deux exemplaires originaux,

Le

Le

Pour la ville de Givors,
Le Maire,

Pour la Métropole de Lyon,
Vice-Président délégué,

Mohamed BOUDJELLABA

Renaud PAYRE



ANNEXE 1

Banque de France
1, Rue la Vrillière
75001 PARIS

TRESORERIE
DE GIVORS
1 RUE JACQUES PRÉVERT
69700 GIVORS

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 053

RIB : 30001 00497 D6940000000 13
IBAN : FR73 3000 1004 97D6 9400 0000 013
BIC : BDFEFRPPCCT

La date de publication de l'acte est celle de réception par la préfecture

Envoyé en préfecture le 01/12/2023
Reçu en préfecture le 01/12/2023
Publié le
ID : 069-216900910-20231130-DEL20231130_17-DE

